

Les archives du communisme en république de Moldavie : entre idéologie et mémoire politique

Ecaterina OJOGA

Centre d'études turques, ottomanes,
balkaniques et centrasiatiques, EHESS

La république de Moldavie, indépendante depuis 1991, porte, non sans difficulté, la lourde charge de son passé communiste. En effet, comme dans beaucoup de pays ex-soviétiques, écrire l'histoire est encore une source de conflit politique sur fond mémoriel. Ce contexte difficile suppose le recours aux sources comme facteur d'impartialité. Toutefois, le tableau se ternit si le document participe également aux divergences d'opinions qui confondent le présent et le passé.

En règle générale, la question de la charge idéologique des sources de l'ère communiste est bien étudiée¹. La question de l'intention du document comme de son auteur est centrale dans l'action d'écriture de l'histoire. À ces préoccupations, il convient également d'ajouter le sujet de la constitution des fonds comme un enjeu idéologique traversant le temps. La mise en relation comparative de sources antinomiques, comme des sources non-communistes, est nécessaire. Dans le cas de l'historien travaillant avec des sources de l'Internationale communiste², le gradient centre-périphérie fait apparaître des réseaux idéologiques complémentaires et des fonds qui ont été soigneusement contrôlés par les dictatures communistes

1. Voir WOLIKOW, 2003.

2. L'Internationale communiste ou Komintern est une structure transnationale créée par Vladimir Lénine en 1919 regroupant les partis communistes nationaux.

avant 1989-1991. Le travail s'annonce particulièrement difficile dans l'histoire des réseaux communistes bessarabiens³. Le document communiste a pour but d'amplifier l'existence d'un réseau subversif. C'est un témoignage marqué par l'engagement militant ; il est souvent mis en parallèle des documents officiels des préfectures de police, qui en montrent un tout autre tableau, malgré la traque des communistes. Son origine a donc une importance déterminante, mais c'est également le cas de la constitution des fonds après la Seconde Guerre mondiale.

En Moldavie, la consultation et la confrontation des documents sont un travail complexe, car la constitution des fonds a été marquée par des contraintes idéologiques. La question centrale de notre analyse portera sur la difficulté que représente la constitution des fonds du communisme bessarabien pour les historiens travaillant dans les fonds du réseau Komintern en république de Moldavie dans un contexte politique et mémoriel conflictuel.

Les archives du communisme soviétique : garantes de l'idéologie

L'histoire du communisme est marquée par la volonté du Parti de contrôler la diffusion de l'information, y compris sur le long terme. Le souci de la postérité et de l'écriture de sa propre histoire accorde une place importante aux documents des réseaux des Partis sous la protection de la principale structure supranationale communiste, le Komintern⁴. Il faut attendre la période stalinienne, qui pousse à son paroxysme la centralisation politique et la répression, afin que le document, utilisé comme preuve de culpabilité dans un système totalitaire, puisse obtenir une place de premier plan. Selon Sophie Cœuré, les documents sont influencés par les aléas de l'histoire et ils subissent un changement par l'archivage et la structure de l'organisation qui les conserve dans le but de maintenir une trace officielle⁵. Dès leur création, les archives soviétiques sont conditionnées par la propagande. Stéphane Courtois note qu'aucune disposition

3. La Bessarabie est la région constituant la majorité de la Moldavie indépendante actuelle. Annexée par l'Empire russe en 1812, elle représente un différend territorial majeur avec la Russie/l'URSS depuis 1917. Faisant partie de la Grande Roumanie avant l'annexion soviétique, la Bessarabie est un centre pour les réseaux communistes, combinant, en fonction des époques, les ambitions révolutionnaires, de propagande et sécuritaires de l'URSS.

4. Le site officiel des Archives RGASPI présente plus en détails l'histoire de la relation du bolchevisme avec les archives et les documents historiques. ROSSIJSKIJ GOSUDARSTVENNYJ ARHIV SOCIAL'NO-POLITIČESKOJ ISTORII, URL : <http://rgaspi.org/about/history/>.

5. COEURÉ & DUCLERT, 2019, p. 8.

légale n'encadre le statut ou l'accès aux documents des archives de l'Internationale communiste. Ce fonctionnement sait « jusqu'à sa chute, dissimuler jalousement la moindre information sur son fonctionnement interne, ses actions dans et hors des frontières soviétiques, ses relations et accointances dans le monde entier, pour ne distiller vers l'extérieur que des informations sélectionnées et façonnées en vue d'objectifs précis⁶ ». Les archives du Komintern témoignent de ces contradictions⁷.

En 1993, les collections du musée de Marx et Engels à Moscou ferment, marquant la volonté définitive d'abandonner la banalisation de la démarche idéologique. En 1999, les Archives d'État russe pour l'histoire sociale et politique (RGASPI) apparaissent, divisées en trois grands ensembles thématiques⁸.

Les archives « bessarbiennes » : foyer du particularisme du communisme roumain et soviétique

Une constitution des fonds marquée par l'idéologie

La constitution des archives en Bessarabie est étroitement liée à l'annexion du territoire en 1940 par l'URSS. En effet, elle est alors rattachée à la république socialiste soviétique de Moldavie (RASSM), qui est elle-même une « république de propagande », créée en 1924 par l'URSS sur le territoire de l'Ukraine soviétique. Ainsi, l'URSS utilise la question nationale dans des considérations géostratégiques. Alors, une « passerelle ethnique » est créée dans le cadre de la question bessarabienne, déclarant notamment les Bessarabiens comme moldaves et non roumains. En fait, il s'agit pour les autorités soviétiques de fabriquer la langue et l'identité moldave, par opposition à l'identité roumaine⁹. La RASSM, n'ayant jamais appartenu à la Roumanie, est majoritairement ukrainienne, mais du fait de sa proximité immédiate avec la Bessarabie, elle possède aussi une population roumaine. La nouvelle science ethnologique soviétique incite ainsi à la création d'une république, non sur un critère majoritaire de l'appartenance ethnique, mais sur un critère purement politique d'appartenance de classe et cela, dans un but de propagande envers son voisin immédiat : la Bessarabie¹⁰. Le

6. COURTOIS, 1993, p. 130.

7. BAYERLEIN, MOURADIAN, STUDER *et al.*, 1999, p. 127.

8. La coopération de la communauté internationale a joué un rôle important, symbolisé par la suite par la création de *Incomka* (International Committee for the Computerization of the Comintern Archives) avec l'aide de 167 chercheurs provenant de 54 pays.

9. COJOCARU, 2009, p. 23.

10. La différence ethnique pour l'idéologie communiste est affichée comme une différence de classe, car la nouvelle science ethnologique (symbolisée par l'ethno-linguiste

vecteur idéologique soviétique aborde un sujet complexe : la fabrication d'une langue, le moldave, qui n'est autre qu'une version non-littéraire du roumain, et d'une science historique propre¹¹.

Peu après, la RASSM se dote de ses propres archives, sur la base des archives héritées de la Bessarabie roumaine et des archives centrales de la RASSM. Dans l'immédiat après-guerre, la Moldavie soviétique hérite de la politique nationale de la RASSM, où apparaît en 1925 l'Institut d'histoire du Parti (Istpart), ainsi que la Direction générale des archives de la république, chargée de superviser ses archives. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les archives contiennent près de 150 fonds et 30 000 dossiers, montrant le souci des autorités de justifier les fondements historiques propres de ce territoire¹². La fin de la guerre et l'annexion de la Bessarabie par l'URSS voient la création en 1948 de l'Institut d'histoire du Parti auprès du Comité central du Parti communiste moldave, filiale républicaine de l'Institut Marx-Engels-Lénine.

Le caractère idéologique de l'écriture de l'histoire dans ce nouveau pays est très prononcé. Son statut de périphérie de l'URSS lui impose des précautions idéologiques à prendre dans « l'éducation politique » de sa population. Le souvenir du différend bessarabien reste présent, même au sein du bloc communiste, dont la Roumanie fait partie. De ce fait, une réécriture de l'histoire « bourgeoise » s'impose, impliquant donc une vaste opération d'identification et d'inventaire des documents historiques à valeur idéologique. Ainsi, l'intention de la création de fonds est visible et porte la marque de la volonté de conserver principalement les documents susceptibles de créer l'illusion de son important ancrage communiste et d'un réseau allant en direction de l'URSS et non de la Roumanie.

En 1945, les archives historiques de l'État central de la RSSM et les Archives centrales de l'État de la révolution d'Octobre et de la construction socialiste de la RSSM ont été à leur tour créées. Les deux institutions d'archives centrales ont fusionné en 1958, créant les Archives centrales de l'État de la république socialiste soviétique de Moldavie. Les fonds portant sur le mouvement « bessarabien subversif » présentent une scission entre le communisme bessarabien et le communisme roumain ; il est de nature politique mais aussi linguistique. Dans un tel contexte, comment parler d'un réseau communiste roumain en Bessarabie si les documents disponibles sont en russe et rarement rédigés en roumain ?

Nicolai Marr) soviétique permet de différencier les deux sur ce critère.

11. Voir NEGRU, 2003.

12. AGENȚIA NAȚIONALĂ A ARHIVELOR [Agence nationale des archives], URL : <http://arhiva.gov.md/istoric/>. Pour une histoire complète voir le guide officiel : ISAC, 2008.

Les enjeux politiques de l'écriture de l'histoire en Bessarabie

Après 1945, les historiens soviétiques utilisent peu les archives régionales, car ils sont souvent d'origine russe et ont accès aux archives dites centrales. Cependant, un travail sur la constitution idéologique des archives est effectué en Moldavie. Par exemple, les dossiers portant sur « le mouvement subversif de Bessarabie » sont construits autour des « martyrs révolutionnaires », comme tous ceux qui sont consacrés à Pavel Tkacenko (1892/1899/1901-1826), révolutionnaire bessarabien mort en prison.

En 1945, l'historien soviétique Dol'nik¹³ publie un premier ouvrage montrant, aux antipodes des « boyards roumains », les communistes bessarabiens faisant partie d'un réseau communiste important à fort soutien international. L'ouvrage, édité à Moscou aux Éditions de la littérature politique, donne le ton de la propagande et de l'histoire officielle par la publication de nombreux documents qui ont pour but de justifier l'appartenance de cette région à l'URSS et de présenter un véritable mouvement populaire anti-roumain¹⁴. La méthode historique est compromise par un point de vue unilatéral, créant des ouvrages se fondant exclusivement sur des sources orientées.

Progressivement, le travail sur l'histoire du Parti communiste de Bessarabie est transmis à Chişinău, où une Académie des sciences et une maison d'édition politique apparaissent à la fin des années 1950. Le nombre d'historiens officiels étant limité, du fait d'une nécessaire et préalable vérification de la censure, c'est l'historien Jacob Kopanski (1930-2006) qui devient la figure de l'étude de l'histoire dite moldave. Kopanski analyse dans ces ouvrages les liens entre les communistes de Bessarabie et le pouvoir roumain dans l'entre-deux-guerres. L'utilisation des archives locales devient plus courante mais les buts politiques restent inchangés¹⁵.

Il convient de préciser que les ouvrages publiés en Roumanie sous Nicolae Ceauşescu (1965-1989) incluent le communisme bessarabien dans leurs réseaux communistes de l'entre-deux-guerres tout en faisant référence aux Bessarabiens comme une avant-garde du communisme. Cela est dû à la politique nationale qui, sous Ceauşescu, réhabilite des nombreuses victimes de la Grande Terreur liées au mouvement bessarabien comme à celui de la RASSM, et autorise la publication de leurs ouvrages interdits.

13. DOL'NIK, 1945.

14. C'est également le cas de nombreux autres ouvrages publiés après 1970 : voir BOBEICO, 1970.

15. Voir AFTENIUK, ESAULENKO & ITKIS, 1964 ; KOPANSKI, 1971.

Les archives après l'indépendance : entre histoire et mémoires

Après la chute de l'URSS, les archives nationales apparaissent en 1990 en combinant les archives centrales de l'État avec les archives centrales pour les documents photo-cinématographiques¹⁶. Comme il est de coutume dans les pays ayant eu un passé communiste, la période suivant 1989-1991 est représentative d'un changement de nom sans changement de fonds. Ainsi, les Archives du Parti de la RSSM deviennent les Archives des organisations socio-politiques de la république de Moldavie (AOSPRM), à l'image presque identique des archives russes RGASPI. Actuellement, cette institution est subordonnée au Service national des archives de Moldavie¹⁷. Les archives conservent les documents des fonds nationaux de la République et les documents des fonds d'archives qui sont jugés d'importance nationale. Au cours de la période 1993-1994, après la création de l'AOSPRM, les Archives ont répertorié plus de 117 fonds, avec plus de 50 000 fichiers. Globalement, selon les informations officielles, l'AOSPRM est composé de 553 fonds avec un total de 555 417 fichiers.

Les documents que nous avons consultés conservent l'organisation communiste des fonds, fruit de la politique idéologique de la période stalinienne. Dans sa thèse portant sur le premier socialisme roumain, Lucie Guesnier note ce même phénomène en Roumanie :

[...] le Parti sut concevoir l'histoire selon ses propres logiques, mais aussi mettre en place les structures de recherche utilisant les multiples ressorts de la manipulation pour fabriquer les événements. Si toute opération d'archivage répond à des logiques qui lui sont propres, quel que soit [*sic*] les régimes politiques [...], le processus d'organisation du passé par les régimes autoritaires [...] est un exemple de la dimension à la fois totalisante et irréversible du contrôle exercé sur la connaissance du passé et indirectement aussi sur les consciences¹⁸.

En Moldavie, les fonds conservent une importante quantité de documents de propagande, sans précisions sur l'histoire de la création de ces fonds, ce qui a été effectuée par exemple en Roumanie. Au-delà de l'impression d'un mouvement régional important, les fonds conservent des brochures de propagande pour souli-

16. TASCA, 2011, p. 15.

17. AGENȚIA NAȚIONALĂ A ARHIVELOR [Agence nationale des archives], URL : <http://arhiva.gov.md/wp-content/uploads/2019/10/Îndrumătorul-Fondurilor-Direcția-arhiva-organizațiilor-social-politice.pdf>.

18. GUESNIER, 2016, p.74.

gner les liens avec le mouvement international, en réalité très faibles. Le principal intérêt de ces documents est de montrer une approche minutieuse des événements à l'échelle locale, qu'on se doit de relier à d'autres échelles du Komintern afin d'obtenir une analyse de « l'écho kominternien ».

Ainsi, malgré le changement de nom, la structure générale reste idéologiquement orientée. Il est très difficile en Moldavie même de mener une étude des réseaux communistes bessarabiens et de comprendre une histoire propre du mouvement, car les documents sont classés de telle sorte que le lecteur associe inéluctablement le mouvement à l'URSS et au prétendu désir populaire d'intégrer la « patrie soviétique ».

Pour les historiens qui travaillent sur le communisme roumain ou sur le communisme transnational, il est compliqué de travailler sur ce type de document pour de multiples raisons. Tout d'abord, l'accès aux archives reste compliqué. Bien que situés en centre-ville de la capitale, les locaux gardent plusieurs marques de l'héritage soviétique, de la décoration intérieure à leur localisation au sein d'un ministère, ce qui complique la consultation, particulièrement pour les visiteurs étrangers. Les fonds sont également difficiles d'accès du fait des formulations bureaucratiques des demandes.

Par ailleurs, maîtriser le roumain, qui est pourtant la langue de la majorité de la population en Moldavie, apparaît inutile, car tous les documents sont en russe, sauf à de rares exceptions. C'est dans la plupart des cas une condition préalable de l'étude des archives communistes. La démarche se complique quand on travaille sur l'histoire de la RASSM. Une partie de ces documents est en langue « moldave ». Ainsi, les documents officiels, les brochures de propagande et les nombreuses revues, comme *Krasnaja bessarabija* (Bessarabie rouge) sont rédigés dans cette langue qui est un roumain non-littéraire écrit en caractères cyrilliques, parfois latins, en fonction de nombreuses réformes linguistiques appliquées entre 1924 et 1938. Ainsi, la consultation de ces documents est réservée strictement à ceux qui maîtrisent le russe et le roumain et comprenant également les codifications du langage communiste de l'époque.

En conclusion, on peut dire que les archives du « premier communisme » en Moldavie restent aujourd'hui le portrait d'une époque. Elles peuvent faciliter le travail des historiens capables de comprendre « le moldave » et conscients du contexte politique dans lequel les fonds ont été créés. Dans une démarche historiographique, elles peuvent également apparaître comme une source pour le travail de l'historien des archives. Cependant, elles compliquent le travail des chercheurs qui, au-delà de l'aspect linguistique, rencontrent de nombreuses difficultés d'accès et de consultation et peinent à comprendre le fonctionnement des fonds.

La modernisation et la diversification des fonds, en ajoutant une brève histoire de leur création, ainsi que des documents qui ne correspondent pas au vecteur idéologique, restent difficiles actuellement. Tout d'abord, le pays, politiquement instable, est divisé sur l'écriture de l'histoire communiste en particulier, constituant un facteur de fracture sociale. Au-delà des coûts qu'une telle opération peut engendrer, les enjeux mémoriels de la russification, de la « moldovenisation » ou de la réunification avec la Roumanie jouent un rôle important dans le maintien d'un *statu quo* des archives.

Bibliographie

- АФТЕНІУК Semen АФТЕНЮК Семён, ЕСАУЛЕНКО Aleksandr ЕСАУЛЕНКО Александр & ИТКИС Mark ИТКИС Марк, 1964, *Революционное движение в 1917 году и установление советской власти в Молдавии* [Le mouvement révolutionnaire en 1917 et l'avènement de l'autorité soviétique en Moldavie], Cartea Moldoveneasca, Chişinău, 632 p.
- AGENȚIA NAȚIONALĂ A ARHIVELOR [Agence nationale des archives], URL : <http://arhiva.gov.md/istoric/> (consulté le 20/07/2019).
- AGENȚIA NAȚIONALĂ A ARHIVELOR [Agence nationale des archives], URL : <http://arhiva.gov.md/wp-content/uploads/2019/10/Îndrumătorul-Fondurilor-Direcția-arhiva-organizațiilor-social-politice.pdf> (consulté le 20/07/2019).
- BAYERLEIN Bernhard, MOURADIAN Georges, STUDER Brigitte *et al.*, 1999, « Les Archives du Komintern à Moscou » in *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 61, p. 126-132.
- ВОВЕІСО I. БОБЕЙКО I., 1970, *Международная поддержка борьбы трудящихся Бессарабии за воссоединение с Советской родиной (1918-1940)* [La solidarité internationale des travailleurs bessarabiens pour la réunification avec la patrie soviétique (1918-1940)], Cartea Moldoveneasca, Chişinău, 327 p.
- COEURÉ Sophie & DUCLERT Vincent, 2019, « Introduction. Une histoire à écrire » in *Les Archives*, La Découverte, Paris, 128 p.
- COJOCARU Gheorghe, 2009, *Cominternul și originile moldovenismului* [Le Komintern et les origines du moldovenisme], Civitas, Chişinău, 499 p.
- COURTOIS Stéphane, 1993, « Archives du communisme : mort d'une mémoire, naissance d'une histoire » in *Le Débat*, n° 77, vol. 5, p. 129-140.

- DOL'NIK Adolf Дольник Адольф, 1945, *Бессарабия под властью румынских бояр (1918-1940)* [La Bessarabie sous le pouvoir des boyards roumains (1918-1940)], Государственное издательство политической литературы [Édition d'État de littérature politique], Москва [Moscou], 176 p.
- GUESNIER Lucie, 2016, *La sédimentation des socialismes roumains. Identités socialistes et mouvements sociaux dans le contexte de la modernisation du pays, 1878-1916*, Thèse de doctorat non publiée, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 447 p.
- ISAC Vasile (dir.), 2008, *Arhiva Organizațiilor Social-Politice a Republicii Moldova. Îndrumător* [L'Archive des organisations sociales et politiques de la république de Moldavie. Guide], La Typographie centrale, Chișinău, 398 p.
- КОРАНСКИ Яков КОПАНСКИЙ Яков, 1971, *Наш друг Габриэл Пэри : Выступления Габриэля Пэри в поддержку борьбы трудящихся Бессарабии за воссоединение с Советской Родиной* [Notre ami Gabriel Péri : les interventions de Péri en faveur des travailleurs bessarabiens pour la réunification avec la patrie soviétique], Cartea Moldoveneasca, Chișinău, 320 p.
- NEGRU Elena, 2003, *Politica etno-culturală în RASSM* [La politique ethno-culturelle en RASSM], Prut International, Chișinău, 201 p.
- ROSSIJSKIJ GOSUDARSTVENNYJ ARHIV SOCIAL'NO-POLITIČESKOJ ISTORII [Archives RGASPI], URL : <http://rgaspi.org/about/history/> (consulté le 10/08/2020).
- TASCA Mihai (dir.), 2011, *Ghidul Arhivelor din Republica Moldova* [Le guide des archives de la république de Moldavie], Pontos, Chișinău, 204 p.
- WOLIKOW Serge, 2003, « L'historien face aux archives du Komintern » in LAURENT Sébastien (dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, CNRS Éditions, Paris, p. 177-188.

Comme dans beaucoup de pays ex-soviétiques, écrire l'histoire est encore une source de conflit politique sur fond mémoriel, y compris en Moldavie. Ce contexte difficile suppose le recours aux sources comme facteur d'impartialité. Toutefois, le tableau se ternit si le document participe également aux divergences d'opinions qui confondent le présent et le passé. L'histoire du communisme est marquée par la volonté du Parti de contrôler la diffusion de l'information sur le long terme. Ainsi, la Moldavie hérite des archives bessarabiennes, foyer du particularisme du communisme roumain et soviétique dans l'entre-deux-guerres. Comme il est de

coutume dans les pays ayant eu un passé communiste, la période suivant 1989-1991 est représentative d'un changement lent et complexe. Ainsi, les Archives du Parti de la RSSM deviennent les Archives des organisations sociopolitiques de la république de Moldavie (AOSPRM), à l'image presque identique des archives russes RGASPI. Pour les historiens qui travaillent sur le communisme roumain ou sur le communisme transnational, il est compliqué de travailler sur ce type de document pour de multiples raisons : l'accès aux archives reste compliqué (bien que situés en centre-ville de la capitale, les locaux gardent plusieurs marques de l'héritage soviétique, ce qui complique la consultation, particulièrement pour les visiteurs étrangers) et les fonds sont difficiles d'accès du fait de la formulation bureaucratique des demandes. Qui plus est, les fonds conservent l'inventaire communiste des documents, fruit de la politique idéologique de la période stalinienne.

Mots clés : communisme, idéologie, archives, mémoire post-communiste

The Archives of Communism in the Republic of Moldova: Between Ideology and Political Memory

The process of writing history in Moldova, as in many ex-Soviet countries, is still a source of political conflict on a memorial background. This difficult context presumes the use of sources as a factor of impartiality. However, the picture becomes clouded if the document also participates in differences of opinions that confuse past and present. The history of communism is marked by the Party's desire to control the dissemination of information, both in the short and long term. Thus, Moldova inherited the Bessarabian archives, the focus of the particularism of Romanian and Soviet communism in the interwar period. As is customary in countries with a communist past, the post-1989-1991 period is representative of slow and complex change. On that account, the Archives of the Party of the RSSM became the Archives of the socio-political organizations of the Republic of Moldova (AOSPRM) in an almost identical image to the Russian archives RGASPI. For multiple reasons, it is complicated for historians researching Romanian or transnational communism to work on this type of document, and access to the archives remains difficult. Although located in the city center of the capital, the premises keep several marks of the Soviet heritage, which renders the consultation problematic, especially for foreign visitors. The archival funds are also difficult to access because of the bureaucratic formulation of requests. Moreover, the funds have kept the communist inventory of documents, as a result of the ideological policy of the Stalin period.

Keywords: communism, ideology, archives, post-communist memory